

Sabotage

Épisode 3

[bruits de rue, personnes qui scandent]

La Clameur ! La Clameur ! La Clameur !

[Mélissa Andrianasolo]

La Clameur...

[femme]

... podcast...

[homme]

... social...

[Mélissa Andrianasolo]

Club !

[musique]

[Pauline Moszkowski-Ouargli]

Bonjour à tous, bonjour à toutes. Bienvenue dans la première émission sur le flux du podcast Sabotage, le podcast qui décrypte la machine de l'extrême droite, produit par La

Clameur Podcast Social Club. Je suis Pauline Moszkowski-Ouargli, et je suis votre host pour cette prochaine heure.

Dans cette émission, nous aborderons le lien entre les élections législatives et l'extrême droite, et nous tenterons de comprendre les avantages stratégiques, à la fois politiques, mais aussi idéologiques et financiers, qu'ont les partis d'extrême droite, en particulier le RN [ndlr : Rassemblement National] et Reconquête, à se présenter à ces élections.

Pour décortiquer tout ça, j'ai la chance d'être accompagnée par deux invités spécialistes des enjeux de l'extrême droite, Daphné Deschamps, bonjour !

[Daphné Deschamps]

Bonjour !

[Pauline Moszkowski-Ouargli]

Tu es journaliste indépendante, et tu travailles régulièrement pour Politis, Bastamag, et Streetpress. Tu es spécialiste de l'extrême droite et des mouvements sociaux.

Vincent Jarousseau, bonjour !

[Vincent Jarousseau]

Bonjour !

[Pauline Moszkowski-Ouargli]

Tu es journaliste et photographe documentaire. Tu as publié deux ouvrages de référence sur le sujet des classes populaires du Grand Est, le dernier en 2019, aux éditions Les Arènes, qui s'intitule Les Racines de la colère. Cet ouvrage prolonge ton travail sur les fractures françaises en documentant le quotidien de plusieurs familles issues des classes populaires, sous le prisme des mobilités, à Denain, dans le Nord.

Ce livre a été adapté en documentaire Infrarouge pour France 2, et sera diffusé à la rentrée, et nous vous le recommandons.

Comme nous n'habitons pas tous et toutes dans la même ville, nous enregistrons cette émission en ligne, et nous espérons que votre expérience d'écoute sera optimale.

Et avant de commencer la discussion, générique !

[générique]

[musique]

[homme]

Le peuple a été sali !

[homme]

Monsieur Dupont-Aignant.

[femme]

... respecte les valeurs de la République.

[Jacques Chirac]

Le bruit... et l'odeur !

[homme]

Vous avez assez de cette bande de racailles !

[femme]

Refaire... [inaudible]

[bruits de manif]

[bruits de personnes qui crient en cœur en manif]

Punch a nazi in the face!

[homme]

La justice contre l'extrême droite elle se fera dans la rue !

[femme]

Sabotage, substantif masculin. Action clandestine de détérioration, de destruction parfois violente, visant à rendre inutilisable un matériel. Il s'agit d'une manœuvre ayant pour but la désorganisation et l'échec d'un projet.

Sabotage, le podcast écrit et produit par La Clameur, qui décrypte la machine de l'extrême droite. Abonnez-vous à ce flux pour ne pas rater le prochain épisode !

[Pauline Moszkowski-Ouargli]

Avant de commencer à aller dans le fond de la conversation, pour nos auditeuses les moins aguerries sur la question des législatives, est-ce que vous pourriez présenter en quelques mots ce que sont les élections législatives ? Et le rôle de l'Assemblée Nationale dans notre pays ?

[Daphné Deschamps]

Les législatives du coup ce sont les élections des députés, donc les élections pour l'Assemblée Nationale, donc on élit 577 députés, qui siègeront à l'Assemblée Nationale. Donc du coup c'est techniquement la moitié du Parlement, la Chambre Basse, les députés sont ceux qui font les premières lectures et les premiers votes de toutes les lois du pays. Donc aux législatives on élit en deux tours, par circonscription. Donc il y a 577 circonscriptions, à peu près tout le monde peut se présenter, il n'y a pas les mêmes règles que pour la présidentielle, avec par exemple les 500 signatures d'élus.

Les partis politiques, les grands politiques présentent des gens dans toutes les circonscriptions en général, les plus petits seulement dans les circonscriptions où ils ont des chances de gagner, ou au moins d'exister un petit peu, je pense par exemple au NPA [ndlr : Nouveau Parti Anticapitaliste], parce qu'il y a des frais de campagne qui sont remboursés, mais il faut souvent les avancer ! Les candidats sont responsables par exemple de la présence de leurs bulletins dans les bureaux de vote, enfin voilà c'est quand même une grosse machine qui nécessite un gros budget en général, une grosse organisation, et puis surtout des grosses masses militantes, pour pouvoir présenter des candidats partout, et faire campagne partout !

Puis il y a aussi par exemple des partis qui présentent des candidats mais ne font pas campagne, c'est à dire que du coup ils sont présents dans les bureaux de vote mais on ne verra jamais leurs militants tracter, on ne verra pas d'affiches, etc. jusqu'au moment où on va voter.

[Vincent Jarousseau]

Oui ce qu'on peut préciser à nos auditeurs, c'est que l'élection législative c'est ce qui permet de donner une majorité à l'exécutif. Effectivement c'est un, c'est une question qui est fortement posée depuis cette élection présidentielle, depuis l'élection d'Emmanuel Macron, puisqu'une partie de l'opposition, en la personne de Jean-Luc Mélenchon, a annoncé, et a appelé les Français à le désigner Premier Ministre.

Alors ce ne sont pas les électeurs en tant que tels qui désignent le Premier Ministre mais un Premier Ministre qui gouvernerait sans majorité à l'Assemblée Nationale, ne pourrait plus gouverner. Ou il pourrait gouverner uniquement par décret et par le 49/3, ce qui ne serait pas tenable dans la durée, notamment pour adopter les budgets.

C'est quand même un enjeu, c'est ce qu'il faut souligner. On s'attendait à l'être moins ces dernières années depuis que nous sommes passés du septennat au quinquennat puisqu'il y a un alignement des élections législatives dans la foulée de l'élection présidentielle, et on a assisté depuis quinze ans, depuis vingt ans excusez-moi, à une présidentialisation du fonctionnement de nos institutions. Alors ce qu'il faut bien savoir, c'est que dans beaucoup de démocraties libérales, le pouvoir est plutôt parlementaire, en France, on a plutôt un pouvoir qui s'est présidentialisé, avec une fusion de l'exécutif, que ce soit au niveau de l'Élysée, et au niveau de Matignon.

Donc c'est un vrai enjeu, et c'est vrai que ces dernières semaines, ces derniers jours même, on parlait des partis qui ne font pas campagne, moi je suis stupéfait par exemple de voir les panneaux électoraux quasiment vides à une semaine du premier tour ! Y compris de la part de grands partis politiques dits majoritaires.

[Daphné Deschamps]

C'est vrai qu'à part la NUPES, on voit assez peu, moi j'habite en région parisienne, on voit assez peu de tractage, de manière générale. Un truc aussi je pense qu'il est important de préciser, enfin Vincent du coup tu as parlé du changement du calendrier électoral, du septennat au quinquennat, vu qu'avant les législatives étaient pendant le mandat présidentiel, il y avait aussi une possibilité de sanctionner une politique présidentielle qu'on n'appréciait pas, en imposant une cohabitation. Il n'y a pas eu de cohabitation depuis le passage au quinquennat, en France, s'il y en a une [ndlr : cette année], ce sera la première depuis vingt ans, ce qui est quand même assez exceptionnel puisque la France était quand même un pays où il y avait pas mal de cohabitation, sur la Cinquième République, voilà.

[virgule sonore]

[Pauline Moszkowski-Ouargli]

Pour aller au fond du sujet, il faut préciser à nos auditeuses qu'il y a un fort passif entre l'Assemblée Nationale et l'extrême droite, en particulier le Front National, dans notre pays. C'est en 1986 que les 35 premiers députés d'extrême droite, sous l'appellation majoritaire du

FN, ont été élus, après la mise en place de la proportionnelle à l'Assemblée Nationale, promesse de campagne de François Mitterrand.

En 2017, huit députés Front National ont décroché un siège au Palais Bourbon, c'est le double qu'en 2012, mais leur nombre ne leur permet quand même pas de constituer un groupe parlementaire. Des têtes connues y sont élues : Marine Le Pen, Louis Aliot, Gilbert Collard ou encore Emmanuelle Ménard.

Selon vous, pourquoi il est important pour l'extrême droite d'obtenir des sièges à l'Assemblée Nationale en 2022 ?

[Daphné Deschamps]

Former un groupe à l'Assemblée c'est quand même important, c'est une force de frappe, tu peux faire des choses au niveau législatif du pays, même sans être dans la majorité, même en étant dans l'opposition, quand on a un groupe parlementaire à l'Assemblée, on peut faire des choses. On l'a vu avec la France Insoumise sur le dernier quinquennat, ils n'étaient pas dans la majorité mais ils ont quand même pu proposer des choses, être actifs, être très présents, et en fait ça leur a permis d'exister médiatiquement, beaucoup sur le dernier quinquennat.

Avoir des députés, pouvoir poser des questions au gouvernement etc., même sans être dans la majorité, donc dans les faits, même si les votes d'opposition n'ont pas d'effet entre guillemets, ça permet d'exister médiatiquement. Donc ça c'est un des intérêts qu'il y a pour eux à faire campagne et à exister à l'Assemblée Nationale. Après il y a évidemment l'intérêt financier qui est immense ! Mais ça pour moi le premier intérêt pour eux c'est exister médiatiquement.

[Vincent Jarousseau]

Non mais je pense qu'il faut dissocier Reconquête du Rassemblement National puisque moi je trouve que le contexte actuel est assez semblable à celui de 2002 même si évidemment le poids électoral global du Rassemblement National n'a plus rien à voir avec 2002, dans la mesure où ce parti ressort d'une crise interne extrêmement forte où une partie de ses cadres, et notamment de ses jeunes cadres sont partis.

Donc de la même manière qu'en 2002, enfin entre 98 et 2002, de très très nombreux cadres, et de la matière grise on va dire, du Front National de l'époque, avait quitté ce parti et rejoint Bruno Mégret. Puisque c'est Bruno Mégret qui à l'époque avait structuré, en tant que Secrétaire Général du Front National ce parti tout au long des années 90, en le professionnalisant d'une certaine manière. Et c'est vrai qu'il y a toujours eu un débat entre la famille Le Pen d'une certaine manière et leurs soutiens, et une partie de ces cadres qui se sont inscrits dans cette stratégie de professionnalisation du parti.

Et l'une des faiblesses je pense, du Front National, sur les élections législatives, c'est tout simplement sa capacité à se structurer, et à s'étendre territorialement ! Il aurait objectivement tout intérêt à avoir un maximum d'élus, un maximum de voix pour renflouer ses caisses, et il en a fort besoin, mais je constate une incapacité à positionner des candidats investis localement, au moins là où il est fort et bien implanté ! Enfin bien implanté dans le vote !

Donc c'est vrai que c'est une stratégie qui est aujourd'hui assez difficilement lisible, on voit bien que Marine Le Pen n'a pas voulu contester, d'une certaine manière, l'élection d'Emmanuel Macron, alors qu'elle aurait pu, je dirais, avoir une stratégie similaire de rassemblement avec Reconquête, même si les deux électorats sont extrêmement différents, là-dessus je pense que c'était la limite on va dire de...

Donc il y a un peu une petite gestion à la petite semaine, assez familiale, où voilà on a le même disque rayé qui tourne d'une élection à l'autre. Voilà la prochaine échéance ce seront les élections européennes qui est un scrutin proportionnel intégral qui est extrêmement simple et favorable pour ce parti, comme il l'est par exemple pour Europe Ecologie Les Verts. Donc c'est vrai que c'est... je ne suis pas sûr que le Front National réussisse à avoir le même nombre de députés qu'en 2017, ce n'est pas du tout une certitude qu'ils arrivent à faire élire.

Je prends par exemple le cas de Sébastien Chenu à Denain avec la NUPES, puisque c'est historiquement la deuxième circonscription du Nord, une circonscription qui a navigué entre le parti communiste et le parti socialiste depuis plusieurs décennies, il n'est absolument pas assuré d'être réélu alors que la dernière fois il était passé largement contre une candidate LREM, et là LREM pour le coup ne sera pas qualifié au second tour à Denain.

[Daphné Deschamps]



Et ce qui est aussi intéressant à relever c'est que les élections législatives reposent beaucoup sur les forces militantes en effet et qu'on a vu quelque chose cette année qui était assez intéressante je trouve, c'est que la plupart des forces militantes jeunes, du Rassemblement National, sont passées à Reconquête.

Ce qui fait que Reconquête là, de ce que j'observe en tout cas, fait une campagne hyper active pour les législatives alors que dans les faits ils vont probablement faire des scores très faibles, personnellement je ne pense pas que... à la rigueur peut-être quelques têtes, peut-être Zemmour, peut-être Rigault, les grosses figures de Reconquête auront peut-être un accès au deuxième tour, ou un siège, mais toute la base militante très active de Reconquête en fait provient beaucoup du Rassemblement National.

Et donc du coup il y a une absence du Rassemblement National sur le militantisme de terrain et du coup ils sont très absents de ces élections, même s'ils sont très dépendants aussi du système médiatique.

[Vincent Jarousseau]

Pour ces élections législatives, ça suppose que le candidat fasse plus de 25 % pour se qualifier au second tour s'il arrive en troisième position. Et donc effectivement c'est une élection de par son organisation et son scrutin, qui est plutôt défavorable à un mouvement comme le Front National qui a construit de l'alliance et disons refuse les alliances et on verra avec Reconquête ce qu'il se passe, puisque c'est une nouvelle configuration aujourd'hui par l'extrême droite, mais disons que les premiers signaux qui ont été envoyés par Marine Le Pen au lendemain des élections présidentielles ne laissent pas augurer des stratégies d'alliance entre ces mouvements.

Donc à l'arrivée c'est vrai que l'on a aussi un mouvement, un parti politique qui est quand même globalement assez peu implanté, sur les territoires comme on dit, hormis dans quelques fiefs, je pense à Hénin Beaumont et dans le bassin minier plutôt du Pas de Calais. Par exemple moi j'avais été stupéfait en 2017, j'avais beaucoup suivi les élections législatives dans le département de l'Aisne, où Marine Le Pen était arrivée à l'époque en tête, au premier et au second tour, comme cette fois-ci, et par la faiblesse des résultats et la faiblesse des forces militantes dans ce département !

Donc c'est en fait un mouvement qui a des faiblesses structurelles dans son organisation politique et qui existe on va dire médiatiquement, et ce qui l'affaiblit je dirais dans un scrutin

comme les élections législatives où il est nécessaire d'avoir beaucoup de force dans un système de scrutin majoritaire.

[Daphné Deschamps]

Je voulais aussi ajouter que personnellement je ne pense pas que le Rassemblement National joue à 100 % sa survie puisque le Rassemblement National a des fiefs, Denain, Hénin Beaumont, etc., alors ils ont des... comme Vincent vient de le dire, ils ont des garanties pour les élections européennes, enfin ils ont une existence, ils sont implantés depuis très longtemps.

Ce n'est pas forcément le cas pour Reconquête. Je voyais un suppléant, enfin un candidat suppléant Reconquête expliquer sur Instagram en story c'est qu'en fait, pour beaucoup de militants Reconquête, et de manière générale pour Reconquête, ces élections ce sont un peu les élections de la survie, survie financière déjà, parce que... ça il y a un article de Streetpress qui documente assez bien ça, sur à quel point ces élections financièrement elles sont importantes pour Reconquête. Mais c'est aussi sa survie médiatique, puisqu'en fait quand Zemmour est arrivé, c'était la folie médiatique, il a été donné à 20 % dans les sondages, c'était le renouveau de l'extrême droite, c'était la vague Zemmour etc.

Dans les faits on a vu qu'il a fait un flop, qui a plein de facteurs, il y a eu un report de voix sur Marine Le Pen dans un vote stratégique etc., le vote utile de l'extrême droite. Mais dans les faits Zemmour n'a pas forcément déçu ses militants, mais n'a pas été à la hauteur des espérances qu'il y avait à la base.

Et c'est aussi une volonté d'existence en fait, encore une fois médiatique mais juste de possibilité de continuer à s'exprimer avec autant de personnes, autant de porte-paroles, avec des élus, au niveau local, au niveau national, et c'est aussi un énorme enjeu pour Reconquête, c'est un scrutin existentiel en fait pour eux. Ce qui n'est pas forcément le cas pour le Rassemblement National, qui est beaucoup plus installé, beaucoup plus implanté.

[virgule sonore]

[Pauline Moszkowski-Ouargli]

Dans les territoires que vous connaissez bien, à cause de votre travail de journaliste, quel impact vous observez des législatives depuis quelques semaines ?

[Daphné Deschamps]

Bon moi déjà beaucoup de mon travail se fait en open source, donc je travaille beaucoup sur les réseaux sociaux, j'observe beaucoup ce que l'extrême droite dit, et propose, et la façon dont eux interagissent et se constituent sur les réseaux sociaux, dans les groupuscules etc.

Après sur les territoires et la population en général, ce que moi j'ai pu observer c'est qu'il y a eu une grosse peur de l'extrême droite au moment de la présidentielle, il y a eu une grosse mobilisation, que ce soit dans les quartiers populaires ou même dans les milieux politiques, militants de manière générale. Mais que les législatives ne sont pas du tout mobilisées là-dessus, et que l'objectif là pour les législatives c'est vraiment d'imposer quelque chose d'autre à Macron, de donner en fait la majorité la plus faible possible, voire pas du tout de majorité à Macron, et là on n'est plus du tout dans un objectif de combattre l'extrême droite, qui de toutes façons historiquement est très faible aux législatives, et on est beaucoup dans un objectif de combattre la majorité présidentielle.

Et ce qui pour moi du coup est très différent parce que les enjeux apparaissent comme très différents, et en fait dans les faits ils le sont, c'est vrai que j'ai l'impression que les législatives sont plus concentrées sur lutter contre la présidence en place que lutter contre l'extrême droite.

[Vincent Jarousseau]

Disons que... alors je vais être honnête avec vous, je n'ai pas forcément été très présent là depuis quelques semaines, même si je suis allé à Denain il n'y a pas très longtemps. Mais de ce que je perçois c'est assez similaire on va dire. Alors par rapport vraiment à l'électorat d'extrême droite, je parle par rapport aux électeurs que je connais en tous les cas, c'est que de toutes façons le temps politique c'est l'élection présidentielle voilà.

Et après l'élection présidentielle (siffle) c'est rideau, les jeux sont faits, et ça Marine Le Pen elle en a conscience, c'est pour ça qu'elle n'a pas fait des élections législatives un enjeu premier, elle sait très bien que son électorat qui est plutôt un électorat populaire, qui ne se déplace pas à chaque élection, n'est pas mobilisé sur ce type d'élections.

Donc véritablement le moment où donne son avis sur une élection en France, c'est l'élection présidentielle, alors sachant que cette année l'élection présidentielle a été une non-élection présidentielle, puisqu'il n'y a pas eu de campagne. Du fait évidemment de la guerre en Ukraine mais pas seulement, du fait aussi qu'Emmanuel Macron qui est le maître des horloges a tout fait pour qu'il n'y ait pas de grand meeting, voilà il n'a pas participé au débat télévisé par exemple, ce qui a quand même eu un impact, à l'exception évidemment du débat d'entre deux tours, mais ce qui évidemment a eu un impact sur la vie démocratique et voilà.

Et sur les élections législatives c'est un peu la même chose qui est en train de se passer, c'est sa stratégie, sa stratégie c'est qu'on en parle le moins possible, d'où le fait par exemple qu'il n'y ait pas une seule affiche des candidats LREM pour l'instant, ou du moins de ce que j'ai vu à Paris. Et dans les campagnes c'est exactement la même chose et donc à l'arrivée qui va aller voter ? Ce sont les gens qui ont l'habitude d'aller voter, à savoir les retraités, et un petit peu les CSP+.

Donc c'est rééquilibré parce qu'il y a pour le coup au niveau de l'alliance de gauche, la NUPES, un enjeu réel et une petite mobilisation qui peut je dirais rééquilibrer un peu les choses, donc de ce point de vue on n'est pas du tout dans la configuration de 2017. Mais pour le coup, je pense qu'il y aura assez peu de prise de nouvelles circonscriptions par l'extrême droite et de surcroît par le Front National.

Ce qu'il faut dire, excusez-moi juste très vite, c'est que dans une grande part de l'électorat classe populaire dans la France périphérique, la France péri-urbaine et rurale, la politique est quand même quelque chose de globalement d'assez éloignée. Ce n'est pas quelque chose qui préoccupe les gens au quotidien, et on ne se positionne pas, enfin ce n'est pas une question de vie et de mort pour les gens la politique, et même y compris de glisser un bulletin de vote pour Marine Le Pen.

Voilà beaucoup n'y croit pas d'ailleurs, je peux en témoigner, je discutais avec, justement quand je suis allé à Denain pour présenter le film il y a quelques... il y a deux semaines, ce qu'on entend c'est « bon bah Marine Le Pen elle s'est plantée une troisième fois », voilà « il faudrait qu'elle laisse sa place », « bon les législatives on verra quoi ». Ce n'est pas... et puis les gens continuent leur vie, c'est l'été, on pense à autre chose, et il n'y a pas du tout le rapport à la politique que moi je peux avoir ou que Daphné peut avoir par exemple, j'imagine. C'est quand même quelque chose qui est assez loin.

[Daphné Deschamps]

Oui et puis il y a aussi ce qu'on disait tout à l'heure sur le fait que la campagne il faut qu'elle soit menée par les candidats, dans toutes les circonscriptions où ils sont présents. Les candidats Reconquête ils mènent un petit peu la campagne et les collages d'affiches, ils sont présents, mais il y a aussi le fait que souvent ils reçoivent une forte opposition quand même.

Je suis assez d'accord aussi, je ne pense pas qu'il y aura une augmentation du nombre de députés d'extrême droite ou alors très faible, je ne pense pas qu'on dépasse les dix, et je ne pense pas qu'ils seront en capacité de constituer un groupe, il faut quinze personnes pour constituer un groupe.

Encore une fois je pense que si jamais il y a des députés Reconquête, ce sera uniquement les grosses têtes, les stars, peut-être Zemmour, et encore, et les candidats en Provence Alpes Côte d'Azur, c'est un peu un fief aussi pour lui, disons qu'il a fait des très gros scores à la présidentielle, on ne peut pas parler de fief parce qu'il n'y a pas de précédent.

Mais oui je ne pense pas qu'il y ait beaucoup d'évolution sur le nombre de candidats d'extrême droite et oui l'enjeu va plus se jouer au niveau des scores de la gauche. Parce qu'il n'y a aussi pas eu d'alliance entre le RN et Reconquête même si Reconquête a bien tendu la main parce qu'ils ont très bien compris qu'en fait ils en avaient besoin alors que le Rassemblement National n'en a pas besoin. Et Reconquête a plus été le caillou dans la chaussure présidentielle de Marine Le Pen qu'autre chose.

[Vincent Jarousseau]

Alors je vais être un peu provocateur mais je pense que l'objectif c'est que Marine Le Pen soit la principale opposante d'Emmanuel Macron. Ce qui n'est pas tout à fait la même chose que le Rassemblement National comme premier parti d'opposition. Parce qu'ils ont bien compris qu'aujourd'hui ils n'avaient pas cette capacité à le faire. Il suffit de voir où Marine Le Pen fait campagne, elle fait déjà campagne dans sa propre circonscription, ne prend pas trop de risques voilà, elle est allée l'autre jour pas très loin de Calais, par exemple elle n'a pas passé le sud de la Loire, enfin à ma connaissance, je n'ai pas suivi tous ses déplacements.

Elle ne mène pas une campagne nationale, elle fait une campagne pour elle, pour avoir son existence, comme elle l'a eu entre 2017 et 2022, maintenant on n'a aucune visibilité sur sa stratégie dans les années qui viennent, enfin c'est quand même un grand flou artistique. Il y

a l'émergence de la personnalité de Jordan Bardella quand même qui n'est pas... qui fait partie de la famille donc la question de la famille dans ce parti ce n'est pas neutre.

Historiquement c'est toujours un pouvoir qui est resté dans la famille, avec les amis de la famille, les amis de la famille en l'occurrence c'est le clan d'Hénin Beaumont, donc les Steeve Briois, les Bruno Bilde, puis quelques cadres ici ou là qui font le service après-vente dans les médias.

[Daphné Deschamps]

Et puis sur l'importance de la famille, il y a aussi eu des grosses grosses trahisons, il y a Marion Maréchal qui est littéralement la famille, ça c'est une grosse trahison puisqu'elle s'était retirée de la politique, elle est revenue en politique, pas pour soutenir Marine Le Pen mais pour soutenir Eric Zemmour. Et Marine Le Pen avait d'ailleurs même dit que même si Marion Maréchal faisait un geste vers le Rassemblement National, elle ne serait pas réintégrée.

Et puis il y a une autre énorme trahison qui a eu lieu au niveau familial, même si ce n'est pas une famille de sang, c'est Stéphane Ravier, qui tractait déjà avec Jean-Marie Le Pen dans les années 80, qui est un historique du Rassemblement National et qui l'a quitté pour Reconquête !

[virgule sonore]

[Pauline Moszkowski-Ouargli]

En plus d'avoir des élus à l'Assemblée Nationale et donc avoir une visibilité au niveau national, quels autres intérêts a l'extrême droite à se présenter aux législatives et être élue à l'Assemblée Nationale ?

[Daphné Deschamps]

Déjà avoir un parti politique ça coûte très très très cher, avoir une existence médiatique, avoir une existence politique quand on est un parti politique, ça coûte très très très cher. Il faut payer les permanents, il faut payer les matériels, il faut payer les locaux, ça coûte cher les locaux, il faut payer toute la communication etc.

Donc ça c'est un budget, et tout n'est pas remboursé par les frais de campagne, la présidentielle par exemple il y a des gros frais de campagne qui sont remboursés mais ce n'est pas le cas sur le reste de la vie des partis politiques. Donc 1,64€ par voix, par an, c'est beaucoup, parce qu'en fait si on fait le calcul ça monte très très vite vu qu'il y a quand même, certes il y aura probablement que 50 % de participation mais ça fait quand même plusieurs millions de personnes qui vont voter, donc ça fait énormément d'argent à répartir, à plusieurs dizaines de millions de personnes qui vont voter.

Et puis les 37 000, 37400 si je ne me trompe pas, il faut que je vérifie mais je crois que c'est 37400 euros par an, par député, ça rapporte aussi énormément d'argent, ça permet de faire vivre des groupes politiques. Avoir des députés ça permet aussi d'avoir des assistants parlementaires, donc ça permet de recruter des petits jeunes pour les garder dans le parti, les faire monter, les former politiquement etc.

Le Rassemblement National par exemple recrute beaucoup d'assistants parlementaires à la cocarde étudiante, il y a aussi les assistants parlementaires du Parlement Européen par exemple, eux aussi ça rapporte de l'argent.

Donc ça c'est un enjeu financier, encore une fois de survie aussi, ce n'est pas pour rien par exemple que Reconquête a demandé à ses candidats d'acheter eux-mêmes le pack de candidature qu'ils leur fournissait, un site web, du matériel électoral, etc., leur a demandé d'avancer l'argent parce qu'en fait un parti politique jeune n'a pas de fonds et n'a pas d'historique financier.

Si on prend aussi pour le Rassemblement National a toujours le fameux prêt russe à rembourser, de plusieurs millions d'euros, toutes ces voix qu'ils vont recueillir aux législatives, c'est autant d'argent qui peut en partie aller dans le remboursement du prêt russe qui est une espèce d'épée de Damoclès financière au-dessus du Rassemblement National depuis des années, en plus d'en être une politique, étant donné que c'est un prêt donc fait par des banques russes.

[Vincent Jarousseau]

C'est un peu différent dans la mesure où le financement de la vie politique française passe par les élections législatives. Après oui effectivement quand on gagne une mairie on peut recruter des chargés de mission, des permanents qui certes gèrent les affaires courantes de la mairie, mais pas que.

Et ça c'est vrai dans tous les partis, ce n'est pas propre au Front National, il y a eu l'affaire comme vous le savez des assistants parlementaires du Parlement Européen du Front National, mais aussi du MODEM, et c'est vrai que la frontière entre une activité salariée et une activité militante n'est pas toujours extrêmement claire et précise.

Maintenant sur ce mode de financement, si on fait un historique, il faut quand même savoir qu'il n'a pas toujours existé ce mode de financement public. C'est plutôt assez valeureux que dans notre démocratie on ait ce mode de financement qui passe par la démocratie et le vote des électeurs, même si évidemment il n'est pas parfait. Il faut bien savoir que dans les années 80, 70 80, on cherchait l'argent ailleurs, sur les marchés publics avec les valises de billets, c'est pour ça qu'on a beaucoup de supermarchés en France, un petit peu partout, parce qu'à chaque fois qu'un supermarché venait s'implanter dans une ville, généralement le promoteur donnait des dessous de table au maire qui ensuite reversait une partie pour son parti politique. C'est comme ça qu'on finançait la vie politique française par le passé, c'est vrai qu'aujourd'hui on a ce mode de financement, certes pas unique, il y a aussi évidemment, probablement encore d'autres types de financements avec les prêts etc.

Les élections législatives il y a vraiment un enjeu central, et c'est vrai que c'est assez surprenant, de constater que cette élection est finalement traitée de manière presque anecdotique alors qu'elle ne l'est pas, on a l'impression d'assister à une élection cantonale, personne n'en parle alors que c'est quand même l'élection qui va permettre de déterminer quelle sera la majorité et les minorités dans le Parlement dans les années qui viennent.

[Daphné Deschamps]

Majorité qui d'ailleurs ne sera pas forcément absolue aussi, c'est quand même un très gros facteur, c'est que là l'union qui s'est appelée Ensemble, alors ensemble c'est un nom qui a la base est liée à une organisation de gauche mais bref. L'union Ensemble qui représente donc du coup la majorité présidentielle n'est pas du tout sûre d'avoir une majorité absolue contrairement à 2017.



Et c'est aussi là qu'ils peuvent espérer faire entendre leurs voix à l'extrême droite, c'est dans le cas où il n'y aurait pas de majorité absolue, le fait d'avoir plusieurs députés, voire même dans leurs espoirs idéaux, pouvoir constituer un groupe parlementaire, s'il n'y a pas de majorité absolue, ça leur permet d'exister et d'avoir un vrai impact sur la vie politique française. Vu que chaque vote sera plus ou moins incertain, évidemment selon la teneur de la loi et selon les orientations politiques de chacun, mais chaque vote sera plus ou moins incertain et ils auront beaucoup plus de pouvoir s'il n'y a pas de majorité absolue, à l'Assemblée.

[Vincent Jarousseau]

La France reviendrait peut-être dans une certaine forme de normalité démocratique, dans la mesure où ce type de situation où pour constituer des majorités on est obligé de constituer des coalitions, pas toujours opposées d'ailleurs. C'est une situation qu'on a vu évidemment en Allemagne depuis longtemps, même si la vie politique allemande est très différente, en Italie aussi.

Et par exemple le cas italien est finalement extrêmement intéressant parce qu'il y a eu des alliances un peu entre guillemets contre, entre des populistes de cinq étoiles et des mouvements d'extrême droite, là actuellement c'est une coalition qui rassemble la gauche au sens large et au centre, voilà il y a beaucoup de démocraties qui fonctionnent parce qu'elles sont pour le coup parlementaires, elles n'ont pas d'autre choix que de créer des coalitions donc de constituer des compromis finalement ce qui est, je pense à titre personnel plutôt une bonne chose. C'est à dire que c'est tout le débat sur comment on fabrique la loi, et c'est vrai que ce n'est pas toujours forcément sain d'avoir une loi qui est fabriquée avec un seul groupe de personnes.

[Daphné Deschamps]

Et ce qui va être intéressant c'est aussi de regarder si jamais il n'y a pas de majorité absolue, à l'Assemblée, c'est quelles sont les alliances qui vont se former, parce que par exemple, est-ce qu'on va voir une alliance de la droite avec l'extrême droite. Est-ce qu'on va voir un ralliement de la branche gauche du centre de la majorité présidentielle, des élus qui soutiennent Emmanuel Macron, avec la NUPES, parce qu'on peut s'attendre à ce que la NUPES soit quand même une force assez importante.

En fait les alliances vont être très révélatrices aussi des positions de chacun, et des accointances de chacun, même si pour le moment tout le monde est très sur sa position, et on ne s'alliera jamais avec les autres. Ça va être aussi très intéressant à voir si jamais il n'y a pas de majorité absolue, comment est-ce que tout ça va se décanter et s'organiser.

[Pauline Moszkowski-Ouargli]

Merci beaucoup à tous les deux d'être venus dans cette première émission de Sabotage, et j'espère qu'il y en aura bien d'autres ! Je rappelle que vous pouvez suivre les actualités de Daphné sur son compte Twitter mais aussi dans les colonnes de Politis, Bastamag et Streetpress. Pour suivre le travail de Vincent, n'hésitez pas à vous abonner à son compte Twitter et acheter son dernier livre publié aux éditions Les Arènes, Les Racines de la colère.

Toutes les références de nos invités seront en description de cet épisode. Vous pouvez aussi y retrouver une sélection d'articles pour aller plus loin sur la thématique des élections législatives.

Le podcast Sabotage poursuit une série longue, qui décortiquera l'extrême droite et ses rouages. Il a été produit par La Clameur Podcast Social Club, avec à l'écriture Pauline Moszkowski-Ouargli, à la production Louise Billand et Prisca Rakatomonga, Marie-Lou HV a assuré la réalisation, l'habillage musical et le mixage. Pour ne pas rater le prochain épisode, abonnez-vous à notre podcast sur votre service de streaming préféré ! Et suivez notre actualité sur notre Instagram de La Clameur @laclameurpsc, et notre nouveau compte Tik Tok @sabotagepsc ! A bientôt !